



REVUE DE PRESSE



Titre de l'article : **L'inclusion par le travail**

Source : **Versailles Magazine**

Date de parution : **Mensuel d'octobre 2022**

Lien vers l'article : **Format papier**

L'inclusion par le travail

Un ESAT, établissement ou service d'accompagnement par le travail, est un milieu protégé dans lequel des travailleurs en situation de handicap évoluent à leur rythme, sur des missions adaptées à leur handicap. « Cette structure leur permet de venir au boulot, de côtoyer leurs collègues, d'avoir une vie comme les autres, inclus dans la société », raconte Sacha Dokic, moniteur de l'atelier FALC. « Il a plusieurs ateliers à l'ESAT dont un dédié au FALC », précisent collectivement les travailleurs. « Le FALC est une méthode de retranscription, permettant de simplifier les documents pour qu'ils soient compris de tout le monde, sans aide. Un document FALC se destine à tous : les personnes en situation de handicap, les étrangers, les personnes âgées... Nous travaillons sur tous types de document. Aujourd'hui, nous retranscrivons un document de la Sécurité routière », raconte Pierre, travailleur à l'Esat. « Nous travaillons aussi pour les mairies, simplifiant le contenu de leur site Internet par exemple, les musées, les compagnies d'assurances... », complètent ses collègues. « Entre nous, ce sont des échanges permanents. Nous réfléchissons aux formulations, à la forme qui est toute aussi importante », concluent Pierre, François, Gisèle, Cindy, Richard et Delphine et Sacha, heureux de pouvoir s'investir dans leurs missions au quotidien.

ESAT, Atelier FALC, Carrières-sur-Seine



À noter

D'ici peu, outre sa mise à niveau, le site Internet de la Ville publiera des articles en FALC. **Qu'est-ce que le FALC ?** Qu'est-ce que le CCAS ? Qu'est-ce qu'une maison de quartier ? Mes démarches à la mairie... Des documents simplifiés, tant dans leur forme que dans le fond, à retrouver dans la « rubrique FALC » pour permettre à tous d'accéder à une information claire.

Facile
à lire et à
comprendre



Lien vers l'article : <https://lagazette-yvelines.fr/2022/05/18/on-doit-remplacer-les-remplacants-les-structures-du-medico-social-narrivent-plus-a-recruter/>



Titre de l'article : **Un nouveau bâtiment pour les glycines**

Source : **La gazette des Yvelines**

Date de parution : **29 Avril 2022**

Lien vers l'article : **Format papier**



Le 8 avril, Arnaud Pericard était présent à l'IME Les Glycines pour inaugurer le nouveau bâtiment de l'internat. *"En permettant d'accueillir davantage d'enfants, qui pourront suivre un parcours adapté, il va permettre de répondre aux besoins des familles confrontées au handicap"*, a indiqué le maire de Saint-Germain en remerciant Yves Tannou, directeur de l'IME, Jean-Michel Reiter, président d'AvenirApei, et l'Agence Régionale de Santé qui ont contribué à *"cette réussite collective"*. Cette cérémonie a eu lieu en présence de Natalia Pouzyreff, députée, Sylvie Habert-Dupuis, première maire-adjointe et conseillère régionale, Paul Joly, maire-adjoint chargé de l'Inclusion, du Logement et de la Cité de demain, et de Nathalie Lesueur, maire-adjointe de la commune déléguée de Fourqueux.

| DEMI-FINALE RETOUR

Venez s Féminin

2 7 262 spectateurs ! C'est le record battu le 30 mars dernier au Parc des Princes lors du match des féminines du PSG contre Bayern Munich en quart de finale retour de la Ligue des Champions. Un record que vous pourrez battre en venant à votre tour au Parc des Princes le 30 avril, à 21h. Ce soir-là, les joueuses de l'équipe de France féminine accueilleraient l'Olympique Lyonnais pour la demi-finale retour de la compétition. Après la défaite du match aller (3 à 2) joué le 24 avril, les Féminines ont besoin de votre soutien pour écrire une nouvelle page de leur histoire et se qualifier pour leur 3^e finale européenne.

Ce sera la troisième rencontre jouée par les Saint-Germanoises au Parc des Princes cette saison. L'occasion aussi d'établir un troisième record de fréquentation d'affilée, témoignant de l'engouement croissant pour le football féminin en Île-de-France. La billetterie (accessible sur www.billetterie.psg.fr) propose des places à 6, 12 et 25 euros.

Titre de l'article : **Présidentielle : toutes les personnes handicapées sous tutelle peuvent voter**

Source : **Allo Docteur**

Date de parution : **06 avril 2022**

Lien vers l'article : <https://www.allodocteurs.fr/presidentielle-toutes-les-personnes-handicapees-sous-tutelle-peuvent-voter-32703.html>

Présidentielle : toutes les personnes handicapées sous tutelle peuvent voter

Jusqu'en 2019, les personnes déficientes mentales et placées sous tutelle devaient passer devant un juge pour statuer sur leur capacité à exercer leur droit de vote. Les 10 et 24 avril prochain, elles pourront pour la première fois participer à une élection présidentielle.



La rédaction d'Allo Docteurs
Rédigé le 06/04/2022



Présidentielles : même sous tutelle, les personnes avec un handicap mental pourront voter librement. —
Crédits : shutterstock

D'après l'Insee, en 2019, près de 80% des personnes majeures protégées se voyaient supprimer l'exercice de leur droit de vote par le juge des tutelles. Mais la loi du 23 mars 2019 a changé la donne.

"La loi permet à ces personnes d'avoir le droit à la citoyenneté", soulignait en juin dernier Jean-Michel Reiter, président d'Avenir-Apei (Association de Parents et d'Amis de Personnes Handicapées Mentales). Et "être un citoyen, voter, c'est le départ de l'inclusion dans la société, dans la ville, être comme tout le monde finalement", soulignait-il.

Des bureaux de vote fictifs avant les élections

Faux tracts, faux noms sur les listes électorales, fausses cartes d'électeurs, et parfois presque un vrai décor... Dans certains locaux, comme dans les mairies, des bureaux de vote fictifs ont déjà été mis en place pour sensibiliser les personnes avec un handicap mental avant les élections présidentielles.

Titre de l'article : Handicap mental : ce collectif des Yvelines ne veut pas tomber dans les oubliettes du Ségur

Source : 78 Actu

Date de parution : 09 mars 2022

Lien vers l'article : https://actu.fr/societe/handicap-mental-ce-collectif-des-yvelines-ne-veut-pas-tomber-dans-les-oubliettes-du-segur_49257448.html

Handicap mental : ce collectif des Yvelines ne veut pas tomber dans les oubliettes du Ségur

Onze associations des Yvelines, spécialisées dans l'accompagnement social et celui des personnes handicapées mentales, ont décidé de monter au créneau. Et de fonder un collectif.



Sylvain Bellier et Jean-Michel Reiter font partie du collectif Handi social 78, défendant la cause des personnes handicapées mentales. (B7/laCiti)

Par **François Desormes**

Publié le 09/03/2022 à 15h37

78actu

[Main actu](#)

[Suivre](#)

Sceptiques. Onze associations des Yvelines, spécialisées dans l'accompagnement social et celui des personnes handicapées mentales, ont l'œil rivé sur les dernières évolutions du Ségur de la santé. Surtout depuis les mots du Premier ministre. Le 18 février dernier, Jean Castex avait annoncé que la copie avait été revue. Certains oubliés de ce plan lancé en 2020 allaient pouvoir bénéficier d'une hausse de salaire de 188 euros net par mois. Parmi eux, les éducateurs spécialisés.

Réunies sous le collectif Handi social 78, ces associations sont tiraillées dans leurs sentiments face à cette information. Car d'un côté, elles vont pouvoir annoncer à des salariés, dont les éducateurs, une augmentation de revenus. Et de l'autre, elles devront expliquer à certains pourquoi leur fiche de paie ne bougera pas d'un centime. Ce sera notamment le cas des métiers de services, techniques et administratifs. Eux ne font pas partie de la dernière mise à jour du Ségur. « Et pourtant, ils sont essentiels à la bonne marche de nos structures », insiste Jean-Michel Reiter, le président d'Avenir Apeï.

La voix de 10 000 personnes vulnérables

Ces structures, ouvertes aux enfants et aux adultes, on les retrouve un peu partout dans le département. « Nous sommes la voix de 10 000 personnes vulnérables et de leurs familles. 8 600 professionnels les accompagnent », détaille Sylvain Bellier, président de Déllos Apeï 78.

Tous deux redoutent surtout que cette différence de traitement ne fasse qu'aggraver une situation compliquée.

« Nous sommes sous contrat pour notre fonctionnement financier, avec le Département et l'Agence régionale de santé. Chaque euro est donc compté. Très bien. Le problème est que nos professionnels ne sont déjà pas très bien payés. Et l'évolution est lente. Alors, pour 183 euros, certains préfèrent aller vivre en province. D'autres choisissent de changer de métier. Et ne parlons pas

Titre de l'article : **Avenir Apei, une association en faveur d'une société ouverte à tous**

Source : **Le Vésinet Mag n°75**

Date de parution : **Juillet/ Aout 2021**

Lien vers l'article : <https://www.levesinet.fr/publication/le-vesinet-mag-n>

Avenir Apei,

une association en faveur d'une société ouverte à tous !

Avenir Apei accueille et accompagne environ 1000 personnes (dont plus de 30 du Vésinet) en situation de handicap intellectuel. Association reconnue d'utilité publique, elle est implantée et intervient dans le nord-est du département des Yvelines et Boucles de Seine.



Une association de parents en perpétuelle évolution

Engagée depuis 1963, l'association a pour mission l'accompagnement, la représentation et la gestion d'établissements médico-sociaux, d'ESAT et d'entreprises adaptées.

Elle accompagne ainsi les personnes handicapées tout au long de leur vie en proposant des parcours adaptés à leurs besoins et en veillant au maintien et développement de leur autonomie et de leur autodétermination.

En effet, Avenir Apei est dotée d'une organisation opérationnelle en **6 pôles d'activité** : l'enfance ; l'insertion sociale et professionnelle ; l'habitat ; l'accompagnement professionnel et enfin un pôle « services ».

Ce dernier coordonne les actions des établissements de l'association et décline la politique associative sur tous les établissements.

Le pôle services déploie ainsi différents projets et actions, comme par exemple l'outil de communication « Facile à lire et à comprendre » (FALC) qui permet aux personnes handicapées l'accès à l'information et à la compréhension.

Représenter et défendre les personnes handicapées et leurs familles

Avenir Apei œuvre pour la défense des droits et libertés des personnes atteintes de déficiences intellectuelles et de leurs familles. Elle porte **des valeurs de solidarité, de tolérance, d'intérêt général, avec une volonté partagée axée sur l'inclusion de personnes handicapées dans la société.**

La force de l'association repose à la fois sur des professionnels impliqués et surtout sur des parents engagés, qui donnent bénévolement de leur temps sans contrepartie pour faire avancer les causes des personnes handicapées.

VOUS POUVEZ AGIR À CÔTÉ D'AVENIR APEI EN TANT QUE :

- **Particulier, en leur confiant vos travaux : espace vert, blanchisserie...**
> laura.adala@avenirapei.org
- **Société, en leur confiant vos travaux aux ESAT et aux Entreprises Adaptées**
> daniele.ruff@avenirapei.org
- **Adhérent, pour faire progresser et promouvoir la cause des personnes handicapées**
> association@avenirapei.org
- **Bénévole, pour soutenir et contribuer à l'animation de l'association et de son fonctionnement**
> communication@avenirapei.org

N'hésitez plus, agissez pour une cause en faveur d'une société ouverte à tous !
Plus d'infos sur www.avenirapei.org et/ ou 01 30 86 22 50 / association@avenirapei.org

Titre de l'article : **Apprendre à voter**

Source : **Le journal de Saint Germain en Laye n°790**

Date de parution : **25 Juin 2021**

Lien vers l'article : <https://fr.calameo.com/books/000552494b0a08695e054>

I PERSONNES EN SITUATION DE SOUFFRANCE MENTALE I

Apprendre à voter



Depuis la loi du 23 mars 2019*, le droit de vote est ouvert à toutes les personnes souffrant d'un handicap mental, marquant ainsi la reconnaissance de leur pleine et entière citoyenneté.

En collaboration avec Jean-Michel Reiter, président d'Avenir Apei (association qui accompagne les personnes handicapées mentales et leurs familles), la Ville a créé un bureau de vote fictif afin de sensibiliser ces personnes à cet acte citoyen.

Les 7 et 8 juin, Paul Joly, maire-adjoint au Logement, à l'Inclusion et à la Ville de demain, et Nathalie Lesueur, maire-adjointe de la commune déléguée de Fourqueux, ont accueilli des personnes en situation de souffrance mentale et leurs accompagnants à la mairie déléguée de Fourqueux pour les mettre en situation réelle.

"Nous avons profité de l'ambiance actuelle générée par les élections départementales et régionales pour lancer cette sensibilisation, car les personnes en situation de handicap mental en entendent parler à la télévision, explique Paul Joly.

Aujourd'hui citoyens à part entière, le vote peut être nouveau pour elles et, parfois susciter de l'angoisse. L'objectif est donc de les placer en situation pour les sensibiliser au vote.

Nous avons reçu 90 personnes en 2 jours, accompagnées d'encadrants de l'Esat de Fourqueux et de Jean-Michel Reiter, marquant l'importance donnée par l'association Avenir Apei au vote de ces personnes".

SENSIBILISER ET AMÉLIORER

Après la diffusion d'un film d'une dizaine de minutes intitulé "Je vote, je suis citoyen", élaboré avec le service État civil de la Ville, qui explique le pourquoi d'un vote et ce qu'est un vote, un livret de vote en FALC (Facile À Lire et à Comprendre) est remis par Avenir Apei aux personnes avant que ne commence le parcours en situation réelle.

"Nous avons souhaité que l'expérience se déroule à la mairie déléguée de Fourqueux pour que le lieu soit celui d'un vrai bureau de vote avec isolements, président de bureau, assesseurs. En revanche, nous avons créé de fausses listes de vote, avec des noms fictifs, ainsi que de fausses cartes d'électeurs afin de garantir l'anonymat. Cette expérience a reçu la visite d'élus, dont ceux de l'opposition".

Cette expérimentation a un double effet :

- sensibiliser au vote les personnes en souffrance mentale,
- cerner ce qui peut et doit être

amélioré en terme d'accessibilité dans un bureau de vote.

"Souvent, les recherches menées pour accompagner un handicap, débouchent sur une amélioration et un progrès pour la société entière, rappelle Paul Joly. Ici, par exemple, on peut imaginer un parcours numéroté, ce qui peut également servir aux jeunes qui votent pour la première fois et peuvent être un peu perdus par cette nouvelle expérience citoyenne".

Pour aller plus loin dans l'aide aux personnes en souffrance mentale, l'Esat Avenir Apei élabore un protocole complet en organisant des ateliers de sensibilisation pour aider à la compréhension des listes électorales et au choix des candidats, en vue de les aider à voter réellement lors de la prochaine élection présidentielle, par exemple.

*La promulgation de la loi de programmation 2018-2022 et de la réforme pour la justice au Journal Officiel du 25 mars 2019 marque une avancée majeure pour les personnes en situation de handicap ou de fragilité : la reconnaissance de leur pleine et entière citoyenneté. Elle abroge en effet l'article L5 du code électoral qui soumettait le droit de vote des personnes sous tutelle à une décision du juge. ♦

Titre de l'article : « **A voté !** » : des personnes avec handicap mental sensibilisées avant les élections

Source : Agence France Presse

Date de parution : 9 Juin 2021

Lien vers l'article : <https://www.afp.com/fr>



mercredi 9 juin 2021 08:05
626 mots - 3 min

HANDICAPÉS-VOTE-ÉLECTIONS-FRANCE2021-COLLECTIVITÉS

"A voté!" : des personnes avec handicap mental sensibilisées avant les élections (REPORTAGE), Prev

par Jessica Lopez

Fourqueux (France), 9 juin 2021 (AFP) - Première visite dans un isoloir, premier bulletin dans l'urne: à 21 ans, Emile vient de voter dans une mairie des Yvelines, qui a reconstitué "grandeur nature" cet acte citoyen pour sensibiliser des personnes avec handicap mental avant les élections régionales et départementales.

Faux tracts, faux noms sur les listes électorales, fausses cartes d'électeurs, mais vrai décor: dans la salle des mariages de la mairie de Fourqueux, reconstituée en bureau de vote, une centaine de travailleurs d'un établissement et service d'aide par le travail (Esat) de cette petite commune de l'Ouest parisien vont apprendre à voter.

"Le jour J, on va vous demander ici de présenter votre carte d'identité", leur dit dès l'entrée une employée de la mairie, volontaire pour animer cette sensibilisation menée à l'initiative de l'association Avenir Apeï, qui gère l'Esat.

Choisir ses bulletins, aller dans l'isoloir, passer devant les assesseurs pour donner son nom puis glisser son bulletin dans l'urne: chaque étape est d'abord détaillée, avant que tous se lancent dans un exercice en situation un par un. Non sans mal pour certains.

Emile s'emmêle un peu les pinceaux au moment de prendre plusieurs bulletins. "Et l'enveloppe ? Il faut prendre une enveloppe", l'aiguille-t-on.

"J'avais déjà voté à l'école, quand on faisait des élections pour savoir qui allait nous représenter. Mais jamais autrement", déclare à l'AFP ce jeune homme atteint de déficience intellectuelle.

"La formation qu'on a eu c'est bien, ça permet aux gens qui n'ont jamais voté d'apprendre et aux autres de s'en souvenir, car ça fait longtemps", ajoute-t-il.

- Facteur de stress -

Depuis la loi du 25 mars 2019, des milliers de personnes porteuses d'un handicap mental ont récupéré le droit de vote dont elles avaient longtemps été privées.

"La loi permet à ces personnes d'avoir le droit à la citoyenneté. Et être un citoyen, voter, c'est le départ de l'inclusion dans la société, dans la ville, être comme tout le monde finalement", souligne Jean-Michel Reiter, président d'Avenir Apeï.

Toutefois de "nombreux freins subsistent", estime-t-il, comme "accéder aux idées des candidats, s'inscrire sur les listes électorales, se déplacer dans les bureaux de vote, et aussi faire passer le message que tout le monde a le droit de

vote... C'est pour ça que nous mettons en place ces actions".

"Contente" d'avoir "appris à voter, même pour de faux", Aurore, 20 ans, se sent désormais "prête à voter pour de vrai" les 20 et 27 juin prochains.

Cette jeune femme déficiente intellectuelle, qui travaille à l'Esat et vit chez ses parents, est déjà inscrite sur les listes électorales et a sa carte d'électrice. "Mais c'est ma mère qui la garde, pour pas que je la perde", sourit-elle.

"A 18 ans, le premier vote est souvent fait en famille. Personne ne sait d'avance comment ça se passe et c'est important d'apprendre", poursuit M. Reiter, insistant sur le fait que la loi permet "aux personnes qui ont un handicap plus sévère d'être accompagnée, y compris dans l'isoloir et pour signer si la personne n'en est pas capable".

Pour Paul Joly, maire-adjoint de la commune nouvelle de Saint-Germain-Fourqueux, qui a créé ce bureau fictif, ces actions poursuivent "un objectif double: elles ont une valeur éducative, qui permet à ces personnes de voir l'aspect technique du vote et d'éliminer de potentiels facteurs de stress, et cela sensibilise les élus et services administratifs à l'accueil des personnes handicapées, notamment porteuses d'un handicap invisible".

Sur "tout le territoire", des actions similaires essaient, fait valoir auprès de l'AFP un représentant de l'Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis (Unapei).

Au-delà des élections de fin juin, il s'agit aussi de "préparer l'échéance des élections présidentielles et législatives dans un an" et "d'interpeller les candidats au sujet du handicap", souligne l'Unapei.

jlo/bfa/mpm ■



Titre de l'article : **Avenir Apei sensibilise les personnes et les mairies au vote des personnes handicapées**

Source : Hospimédia.fr

Date de parution : 9 Juin 2021

Lien vers l'article : <https://www.hospimedia.fr/actualite/reportages/20210609-regionales-2021-avenir-apei-sensibilise-les-personnes-et>

[Reportage] Régionales 2021

Avenir Apei sensibilise les personnes et les mairies au vote des personnes handicapées

09/06/21 - 10h48



Alors que les élections régionales et départementales approchent à grands pas, l'association Avenir Apei organise pour ses travailleurs d'Esat des mises en situation d'élections. Une démarche qui sensibilise les personnes accompagnées mais aussi les mairies. Un pas supplémentaire vers l'accessibilité universelle des processus électoraux.

Titre de l'article : **Vote : les électeurs avec un handicap mental s'entraînent**

Source : **handicap.fr**

Date de parution : **09 juin 2021**

Lien vers l'article : <https://informations.handicap.fr/a-vote-electeurs-avec-handicap-mental-entrainement-30987.php>

Vote : les électeurs avec un handicap mental s'entraînent

Faux tracts, faux noms sur les listes électorales, fausses cartes d'électeurs, mais vrai décor : dans une salle de la mairie de Fourqueux (Yvelines), reconstituée en bureau de vote, une centaine de travailleurs d'un Esat vont apprendre à voter.

9 juin 2021 • Par L'AFP pour Handicap.fr

Thèmes :

Actualité

Initiatives

Politique

Handicap mental

Articles similaires

0 Réagissez à cet article

Par Jessica Lopez

Première visite dans un isoloir, premier bulletin dans l'urne : à 21 ans, Emile vient de voter dans une mairie des Yvelines, qui a reconstitué "grandeur nature" cet acte citoyen pour sensibiliser des personnes avec handicap mental avant les élections régionales et départementales.

Premier vote

"Le jour J, on va vous demander ici de présenter votre carte d'identité", leur dit dès l'entrée une employée de la mairie, volontaire pour animer cette sensibilisation menée à l'initiative de l'association Avenir Apei, qui gère l'Esat. Choisir ses bulletins, aller dans l'isoloir, passer devant les assesseurs pour donner son nom puis glisser son bulletin dans l'urne : chaque étape est d'abord détaillée, avant que tous se lancent dans un exercice en situation un par un. Non sans mal pour certains. Emile s'emmêle un peu les pinceaux au moment de prendre plusieurs bulletins. "Et l'enveloppe ? Il faut prendre une enveloppe", l'aiguille-t-on. "J'avais déjà voté à l'école, quand on faisait des élections pour savoir qui allait nous représenter. Mais jamais autrement", déclare à l'AFP ce jeune homme atteint de déficience intellectuelle. "La formation qu'on a eu c'est bien, ça permet aux gens qui n'ont jamais voté d'apprendre et aux autres de s'en souvenir, car ça fait longtemps", ajoute-t-il.

Voter, un acte citoyen

Depuis la loi du 25 mars 2019, des milliers de personnes porteuses d'un handicap mental ont récupéré le droit de vote dont elles avaient longtemps été privées. "La loi permet à ces personnes d'avoir le droit à la citoyenneté. Et être un citoyen, voter, c'est le départ de l'inclusion dans la société, dans la ville, être comme tout le monde finalement", souligne Jean-Michel Reiter, président d'Avenir Apei. Toutefois de "nombreux freins subsistent", estime-t-il, comme "accéder aux idées des candidats, s'inscrire sur les listes électorales, se déplacer dans les bureaux de vote et aussi faire passer le message que tout le monde a le droit de vote... C'est pour ça que nous mettons en place ces actions". "Contente" d'avoir "appris à voter, même pour de faux", Aurore, 20 ans, se sent désormais "prête à voter pour de vrai" les 20 et 27 juin prochains. Cette jeune femme déficiente intellectuelle, qui travaille à l'Esat et vit chez ses parents, est déjà inscrite sur les listes électorales et a sa carte d'électrice. "Mais c'est ma mère qui la garde, pour pas que je la perde", sourit-elle.

Éliminer le stress et sensibiliser

"À 18 ans, le premier vote est souvent fait en famille. Personne ne sait d'avance comment ça se passe et c'est important d'apprendre", poursuit M. Reiter, insistant sur le fait que la loi permet "aux personnes qui ont un handicap plus sévère d'être accompagnée, y compris dans l'isoloir et pour signer si la personne n'en est pas capable". Pour Paul Joly, maire-adjoint de la commune nouvelle de Saint-Germain-Fourqueux, qui a créé ce bureau fictif, ces actions poursuivent "un objectif double : elles ont une valeur éducative, qui permet à ces personnes de voir l'aspect technique du vote et d'éliminer de potentiels facteurs de stress, et cela sensibilise les élus et services administratifs à l'accueil des personnes handicapées, notamment porteuses d'un handicap invisible". Sur "tout le territoire", des actions similaires essaiment, fait valoir auprès de l'AFP un représentant de l'Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis (Unapei). Au-delà des élections de fin juin, il s'agit



Titre de l'article : **Handicap : l'État acte la fin des départs en Belgique**

Source : **La Croix**

Date de parution : **08 juin 2021**

Lien vers l'article : <https://www.la-croix.com/Sciences-et-ethique/Handicap-lEtat-acte-fin-departs-Belgique-2021-06-08-1201160011>

Handicap : l'État acte la fin des départs en Belgique

Analyse Alors qu'en 2018, plus de 500 Français porteurs de handicap sont partis en Belgique faute de trouver une place dans un centre en France, de tels départs ne sont désormais plus pris en charge par l'État. Si les associations saluent cette décision, les familles s'inquiètent de se retrouver sans solution.

Emmanuelle Lucas, le 08/06/2021 à 16:24 Modifié le 08/06/2021 à 16:29

📖 Lecture en 3 min.



Est-ce la fin d'un scandale ? Le 21 janvier dernier, à la suite d'une affaire de maltraitance, la secrétaire d'État Sophie Cluzel a signé avec les autorités wallonnes un moratoire afin de geler le remboursement par la sécurité sociale française de toute nouvelle prise en charge en Belgique, à compter du 28 février.

Cette décision représente un revirement majeur dans la politique du handicap. Jusqu'à présent, l'État se défaussait sur son voisin pour l'accueil de ses propres ressortissants, se contentant d'indemniser des accueils dans des établissements belges, plutôt que de créer des places sur son sol.

→ À LIRE. Handicap, un numéro de téléphone unique va être mis en place

Au total, 8 000 personnes – dont 1 500 enfants –, principalement porteuses de troubles du spectre autistique ou de polyhandicaps, vivent ainsi de l'autre côté de la frontière. Malgré plusieurs scandales de maltraitances, le flux des départs n'a cessé

Dans ce dossier

Handicap

Handicap : Maryannick et Joël Pavageau, unis par l'épreuve



Les associations de non-voyants se mobilisent pour le développement du braille



Crise des métiers du social : « C'est notre modèle de société qui est en jeu »



Découvrir la langue des signes dans un fast-food végétarien, accueillir des femmes précaires... Sept idées pour agir



Voir plus d'articles

Lire

Les essentiels

Retrouvez notre dernière édition



À la une

Tout France Monde Culture Religion

À l'Assemblée, l'heure a sonné de la distribution des postés clés



Isolement social : braver la peur de l'autre



Jean-Marie Le Guen : « Une procédure



Titre de l'article : **Avenir Apei, une association au cœur du handicap**

Source : **l'Ovillois Mag**

Date de parution : **Avril 2021**

Lien vers l'article : <https://fr.calameo.com/books/0003542748f4712d9810a>

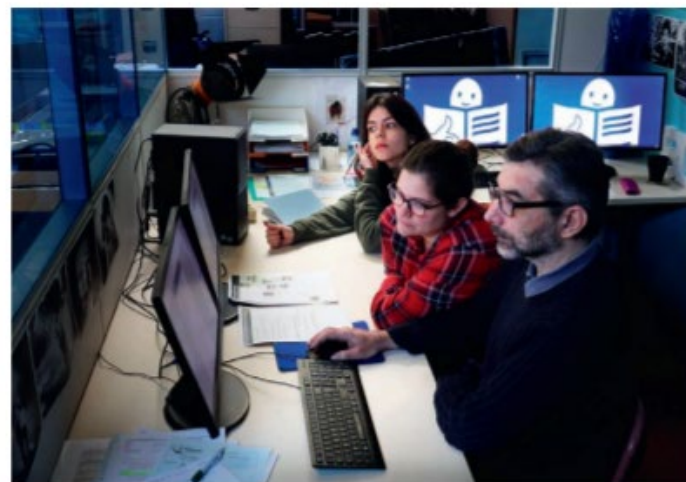
BÉNÉVOLAT

Avenir Apei, une association au cœur du handicap

Tolérance, empathie, inclusion, des mots au cœur même d'Avenir Apei. Née dans les années 1960, cette association yvelinoise regroupe des parents d'enfants et d'adultes handicapés mentaux. Elle a comme objectif de leur permettre de bénéficier d'une éducation et d'une socialisation dans des établissements adaptés et reconnus par les pouvoirs publics.

À ce jour, Avenir Apei accueille près de 1000 personnes (dont 34 Ovillois) dans 22 établissements. Toutes bénéficient des mêmes services à l'enfance, à l'insertion sociale et professionnelle, à l'habitat ou encore à l'accompagnement professionnel. « Grâce à ce dernier, nous permettons à plus de 250 personnes de devenir autonomes et de s'épanouir dans des activités variées : entretien des espaces verts, conditionnement, saisie informatique ou encore fabrication et vente de crêpes », explique Jean-Michel Reiter, président de l'association.

Aujourd'hui, en dehors des dons numériques, l'association lance un appel aux bénévoles. « Le bénévolat s'était bien développé ces dernières années, précise



Jean-Michel Reiter, mais, avec la Covid-19, nous avons été contraints de limiter les entrées dans les établissements. À présent, avec l'évolution de la gestion de la crise sanitaire, nous avons fait le choix de remettre en place ce recrutement. » Cette aide, qui n'implique pas de compé-

tences particulières, s'adresse aux particuliers qui souhaitent donner un peu de leur temps pour accompagner des enfants ou des adultes handicapés en promenade, participer à l'animation d'ateliers de peinture, de cuisine et de lecture, d'activités sportives ou artistiques...

Plus d'infos : 0130 862250
ou sur avenirapei.org



L'OVILOIS MAG / 11 / AVRIL 2021

Titre de l'article : **Yvelines : le « cauchemar » du confinement pour les personnes handicapées**

Source : **Le Parisien**

Date de parution : **01 avril 2020**

Lien vers l'article : <https://www.leparisien.fr/yvelines-78/yvelines-le-cauchemar-du-confinement-pour-les-personnes-handicapees-01-04-2020-8292234.php>

Île-de-France & Oise, Yvelines

Yvelines : le « cauchemar » du confinement pour les personnes handicapées

Entre le manque de matériel et les difficultés à mettre en place les gestes barrière, les établissements spécialisés, où des résidents sont contaminés, disent vivre un enfer.



Les personnes lourdement handicapées représentent une population particulièrement exposée et extrêmement difficile à prendre en charge en cette période de confinement. (Illustration L'Observatoire de la Santé)



Par Sébastien Borden

Le 1 avril 2020 à 11h32, modifié le 2 avril 2020 à 09h45

Comme un cri de détresse. Lundi, la direction de l'association Avenir Ape (Association d'amis et parents d'enfants handicapés mentaux), qui gère 23 établissements accueillant des personnes handicapées dans les Yvelines, a fait un signalement auprès du procureur de la République pour [mise en danger de la vie d'autrui](#).

Une façon d'alerter les autorités sur les conditions de travail du personnel dans ces structures spécialisées, mais aussi, plus largement, de pointer un problème bien spécifique : celui du [confinement et de la maladie pour les personnes handicapées](#). Près d'un millier est pris en charge par l'association, laquelle emploie également près de 550 salariés du social et du médico-social.

Neuf résidents sur 15 infectés à Carrières-sur-Seine

En raison de [l'épidémie](#), la très grande majorité de ces personnes handicapées, et notamment les enfants des IME (Institut médico-éducatif), ont été renvoyées dans leurs familles. Du moins « dans la mesure du possible », indique la direction. Les structures accueillant du public, comme les [ESAT](#), ont été fermées. Les personnes les plus « autonomes » sont confinées à leur domicile, généralement seules avec un suivi téléphonique de l'association.

LIRE AUSSI > [Coronavirus : l'inquiétude des parents d'enfants handicapés](#)

Reste l'habitat spécialisé, à savoir les foyers de vie et les foyers médicalisés, où les personnes résident à l'année. Et où il y a véritablement urgence.

En ce début de semaine, le foyer de Carrières-sur-Seine, qui compte quinze résidents adultes dont neuf diagnostiqués positifs au Covid-19, ne comptait que [huit masques FFP2](#) en réserve pour le personnel. De quoi tenir au mieux... Une petite journée.

Les plus lus, Yvelines

Saint-Germain-en-Laye : colosses et CRS pour sécuriser la fête des Loges

1

«C'est un retour aux sources» : le groupe Kyo, phénomène des années 2000, donne un concert unique... dans son lycée

2

Chez les policiers de Saint-Germain-en-Laye, le drone «arrêté pour Noël»... reste dans sa valise

3

Jugé pour le vol de deux adolescents retrouvés livrés en sous-vêtements dans un parking de Saint-Germain-en-Laye

4

«Certains soignants sont en burn-out» : les urgences de l'hôpital de Poissy-Saint-Germain ont dû fermer

5

Titre de l'article : **Carrières sur Seine : Des tablettes pour aider les enfants autistes à sortir du mutisme**

Source : **Le Parisien**

Date de parution : **01 avril 2020**

Lien vers l'article : <https://www.leparisien.fr/yvelines-78/carrieres-sur-seine-des-tablettes-pour-aider-les-enfants-autistes-a-sortir-du-mutisme-26-12-2021-YMBQBYGHOJFJFNGJYOQCZIMQMU.php>

Carrières-sur-Seine : des tablettes pour aider les enfants autistes à sortir du mutisme

Six tablettes dotées de l'application Kevivox, qui permet de communiquer avec des images, viennent d'être distribuées à l'Institut médico-éducatif de la Roseraie. Cet établissement des Yvelines accueille une cinquantaine de jeunes âgés de 6 à 20 ans.



Carrières-sur-Seine, le 21 décembre 2021. C'est Christine Denis, maman d'un enfant atteint d'autisme sévère, qui a développé l'application Kevivox. LR/Virginie Weber



Par [Virginie Weber](#)

Le 26 décembre 2021 à 16h12

Donner de la voix à ceux qui n'en ont pas, c'est le principe de Kevivox. Développée par la maman d'un enfant [atteint d'autisme sévère](#), l'application digitale propose une solution de communication pour les personnes dépourvues de parole, basée sur l'association de pictogrammes. À chaque fois que l'utilisateur choisit une image, une voix en exprime son contenu. À Carrières-sur-Seine (Yvelines), six tablettes ont été offertes le 22 décembre à l'Institut médico-éducatif (IME) de la Roseraie. L'établissement accueille actuellement une cinquantaine de personnes de 6 à 20 ans atteintes d'autisme sévère. [Lire aussi : 10 ans de Kevivox](#)

Titre de l'article : **Quatre demandeurs d'emploi motivés pour travailler au Verdier, dans l'une des entreprises adaptées de l'APEI**

Source : **Le Berry republicain**

Date de parution : **01 avril 2020**

Lien vers l'article : https://www.leberry.fr/saint-amand-montrond-18200/actualites/quatre-demandeurs-d-emploi-motives-pour-travailler-au-verdier-dans-l-une-des-entreprises-adaptees-de-l-apei_14047220/

Emploi

Quatre demandeurs d'emploi motivés pour travailler au Verdier, dans l'une des entreprises adaptées de l'APEI

Article réservé aux abonnés

Publié le 19/11/2021 à 14h30



Les quatre candidats ont été mis en situation sur quatre type de postes à pourvoir au Verdier, entreprise adaptée de l'APEI, spécialisée dans l'assemblage et le conditionnement d'articles de papeterie et de petites imprimantes de bureau. © marlene lesteig

Un job dating a réuni quatre candidats au Verdier, l'une des entreprises adaptées de l'Association de parents d'enfants inadaptés (APEI), à Saint-Amand-Montrond, jeudi. Une méthode de recrutement organisée dans le cadre de la Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées.

LIRE LE JOURNAL

LES + PARTAGÉS

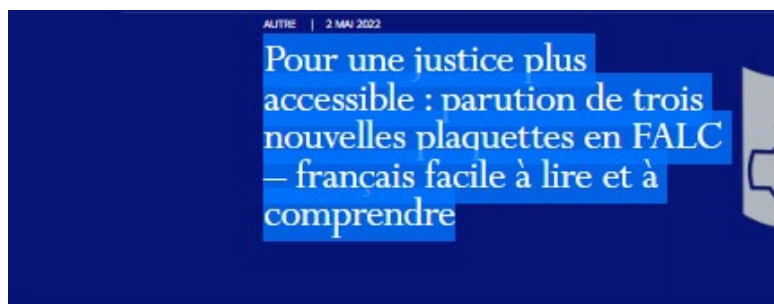
- Faits divers** Deux pilotes de deux-roues sont décédés dans la nuit de samedi à dimanche, à Arçay et Saint-Martin-d'Auxigny
- Pouvoir d'achat** LEP, PEL, assurance-vie... Quelles sont les solutions pour ne pas perdre d'argent face à l'inflation ?
- Rentrée** L'UTC-Que Choisir appelle à ne plus acheter de stylos-billes aux enfants
- Sciences** D'étranges points lumineux ont traversé le ciel du Cher et devraient réapparaître ce mardi soir : on vous explique !
- Parution** Dérision, mauvaise foi et fautes d'orthographe... Un ex-principal de collège a

Titre de l'article : **Pour une justice plus accessible : parution de trois nouvelles plaquettes en FALC – français facile à lire et à comprendre**

Source : Conseil d'Etat

Date de parution : ?

Lien vers l'article : <https://www.conseil-etat.fr/actualites/pour-une-justice-plus-accessible-parution-de-trois-nouvelles-plaquettes-en-falc-francais-facile-a-lire-et-a-comprendre>



Le Conseil d'Etat > Actualités > Pour une justice plus accessible : parution de...

Article précédent Article suivant

Dans le cadre de sa mobilisation en faveur de l'égalité et de la diversité, la justice administrative poursuit son engagement pour renforcer l'accessibilité du droit auprès de toutes et tous, y inclus les personnes en situation de handicap intellectuel ou maîtrisant mal la langue française.

Après la publication d'une première plaquette en FALC qui proposait une présentation simplifiée de la procédure à suivre pour contester une décision de l'administration devant le juge administratif, trois nouvelles plaquettes viennent de paraître sur le déroulement d'une audience dans un tribunal administratif. Réalisées avec le concours de l'établissement et service d'aide par le travail (ESAT) « Avenir Apel », elles permettront à chacune et chacun de mieux identifier les parties prenantes lors d'une audience et de comprendre son déroulement pour mieux s'y préparer.

Les plaquettes sont disponibles à l'accueil des tribunaux administratifs, des cours administratives d'appel et du Conseil d'Etat et téléchargeables sur leur site internet ainsi que dans toutes les maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

> Consultez les trois nouvelles plaquettes :

- L'audience à trois juges au tribunal administratif
- L'audience avec un seul juge au tribunal administratif
- L'audience avec un seul juge au tribunal administratif – Je suis étrangère ou étranger

> Consultez la page « Vos démarches en FALC » et retrouvez l'ensemble des ressources disponibles

> En savoir plus sur les actions diversité-égalité de la justice administrative

VIDEO / REPORTAGE / INTERVIEW :

Titre de la vidéo : **Le confinement dans les établissements pour les personnes handicapées**

Source : **Arte**

Date de parution : **08 juin 2020**

Lien vers la vidéo : <https://www.arte.tv/fr/videos/094279-068-A/le-confinement-dans-les-etablissements-pour-personnes-handicapees/>



Titre de la vidéo : **Reportage sur l'atelier FALC de l'association Avenir Apei**

Source : **Fédération Française des Télécoms**

Date de parution : ?

Lien vers la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=6H8Ms4LW1gE>



Titre de la vidéo : **Handicap : immersion dans un institut de beauté à Saint-Cyr-l'Ecole**

Source : **TV78-La chaîne des Yvelines**

Date de parution : ?

Lien vers la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=hadK7hcRGqc>



Titre de la vidéo : **Atelier de transcription d'un programme électoral en FALC**

Source : **M6 Télévision**

Date de parution : **05 avril 2022**

Lien vers la vidéo : <https://www.m6videobank.com/fr/asset-442438-Atelier+de+transcription+d%27un+programme+%C3%A9lectoral+en+FALC>



Titre de la vidéo : **Interview de Eric Verger, directeur du pôle autisme dans notre association, à propos des problèmes de recrutement dans le médico-social.**

Source : France Inter

Date de parution : 30 août 2022

Lien vers la vidéo : <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-journal-de-8h/le-journal-de-8h-du-mardi-30-aout-2022-5083018>





Contact presse :

Edwige Daniel

Responsable Communication

Avenir Apei - Siège

Tel : 01 70 46 11 32

Mobile : 06 17 96 01 68

edwige.daniel@avenirapei.org

Association de Parents et d'Amis de Personnes Handicapées Mentales Loi 1901,
Affiliée à l'Unapei

Siège Social :

27 rue du Général Leclerc, 78420 Carrières-sur-Seine

Tel : 01 30 86 22 50

Mail : association@avenirapei.org

N° Siren 785 039 058 - Code A.P.E 851 A

www.avenirapei.org